

École : un enjeu structurant



Le fait que l'ensemble d'une classe d'âge aille à l'école à temps plein est récent à l'échelle historique. Avant cette conquête sociale majeure, les enfants des classes favorisées, et plus particulièrement les garçons, recevaient une éducation soit par des précepteurs, soit dans des établissements souvent confessionnels. Tel n'était pas le cas pour les enfants des autres catégories sociales, à l'exception des rudiments d'instruction par l'enseignement du catéchisme, en complément de l'éducation diffuse reçue dans le cadre familial et sociétal, puis dans l'apprentissage d'un métier.

L'école reste un lieu d'inégalités sociales

Les progrès scientifiques et technologiques, la transformation des économies, l'évolution du marché du travail et des niveaux de qualification, la complexification des sociétés ou encore l'avènement du suffrage universel

(masculin !) sont tout autant de raisons qui expliquent que l'accès à une éducation de plus en plus poussée soit devenu une aspiration largement partagée en même temps qu'une condition du développement économique. Depuis le XIXe siècle, la durée de la scolarité n'a cessé de s'allonger. L'évolution de l'âge limite de la scolarité obligatoire aussi bien que l'élévation du titre scolaire considéré majoritairement comme le passeport minimum pour la « réussite » en témoignent. Ce processus a nécessité un investissement financier et humain considérable pour le pays afin de construire les locaux nécessaires, d'acquérir les fournitures scolaires et matériaux pédagogiques ou encore de former et de rémunérer les enseignants.

En dépit de ces efforts, l'école reste un lieu d'inégalités sociales. Certes, des progrès importants ont été réalisés au regard d'une période dans laquelle la ségrégation scolaire n'était même pas questionnée. Jusqu'au tournant des années 1950 et 1960, les enfants des classes populaires et des classes favorisées suivaient, dans des écoles distinctes, une scolarité de durée, de qualité et de débouchés différents assurée par des enseignants n'ayant pas la même formation. Même si elle est loin d'avoir réglé tous les problèmes, la création du « collège unique »^[1] a eu pour résultat l'accroissement de la durée de la scolarité ainsi que les progrès de la mixité sociale. Elle s'est appuyée notamment sur les travaux sociologiques qui ont démontré que la sélection au « mérite » loin de garantir l'égalité des chances pour tous exerçait en fait une fonction de reproduction sociale en conservant et même en renforçant les distinctions liées au milieu d'origine. Attaqué dès son instauration, le collège unique a fini par être accusé de tous les maux par ses adversaires. Il entraverait la promotion des « meilleurs » en conduisant à un nivellement par le bas.

Une offensive néolibérale

Depuis quelques années, d'autres critiques sont montées en puissance. Le système scolaire ne répondrait pas suffisamment aux besoins évolutifs de l'économie. Il ne formerait pas à l'esprit d'entreprise, comme à la nécessité, pour les individus, d'être adaptables, flexibles ou compétitifs. Pour la doxa néolibérale, l'éducation est de plus en plus appréhendée comme un produit. La meilleure allocation des ressources pour garantir son efficacité serait le recours au marché et à la concurrence. Il est clair également que des investisseurs privés regardent avec convoitise la masse d'argent public affectée à ce secteur. Cela permet de remettre en perspective certaines des transformations en cours comme le développement de l'autonomie des établissements, la conception managériale de leur gestion, le recours aux financements des entreprises, l'adaptation des contenus de l'enseignement aux exigences à court terme du marché du travail, la multiplication des offres privées de formation ou encore le « libre choix » des familles qui justifie les projets de disparition de la carte scolaire. Ce processus, déjà bien avancé dans l'enseignement supérieur, est en train de s'implanter à grande vitesse dans le secondaire et de s'immiscer dans le primaire.

L'histoire a pourtant démontré que la concurrence favorisait la ségrégation sociale par impossibilité d'accès des élèves des couches les plus pauvres ou des territoires les plus enclavés aux établissements de qualité. Plus généralement, on doit se poser la question des finalités poursuivies par les transformations en cours. Le système éducatif doit-il donner la primauté à la fonction de sélection ou à celle de socialisation ? Doit-il avant tout préparer l'adaptation des individus au marché du travail ou privilégier l'acquisition des savoirs nécessaires tournée vers le développement des individus et leur construction en tant que citoyens ? L'accès à une éducation de qualité relève-t-il d'un droit fondamental ou d'une relation client/fournisseur ? Quelle société construisons-nous avec les jeunes que nous sommes en train de former ?

Le combat pour une école de l'émancipation humaine garde tout son sens

Les résistances à ces tendances à la marchandisation, à l'individualisation et à la compétition restent fortes. Compte tenu de la masse financière que le système éducatif représente et du rôle central qu'il joue dans la

société et dans la socialisation de la jeunesse, l'enjeu est de taille. Sa soumission aux logiques du marché est, en effet, un puissant moyen d'accélérer le processus général de transformation néolibérale que connaissent les sociétés européennes.

Ce numéro de Silomag, qui va être nourri de nouvelles contributions dans les mois à venir, veut éclairer ces processus en cours et montrer en quoi ils accroissent de manière considérable les inégalités au détriment des catégories populaires et de notre capacité à faire société. Les auteurs ayant contribué à ce dossier, dans la diversité de leurs sensibilités, veulent montrer que des solutions alternatives existent pour contrecarrer ces tendances, que le combat pour une école se fixant l'objectif de l'émancipation humaine garde tout son sens, que les efforts pour une véritable mixité sociale et pour la réussite de tous sont possibles. Il est décidément urgent de replacer au cœur de la transformation scolaire – comme de bien d'autres transformations – la question de l'égalité.

NB : Nous tenons à remercier Josiane Boutet pour son aide précieuse dans l'élaboration de ce dossier.

[1] C'est-à-dire la fin des filières et des tests de sélection pour accéder au premier cycle de l'enseignement secondaire

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Louise Gaxie, Alain Obadia, « École : un enjeu structurant », *Silomag*, n° 8, hiver 2018. URL : <https://silogora.org/ecole-un-enjeu-structurant/>